



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAR

nr8

Direction  
départementale  
des territoires  
et de la mer  
du Var

Toulon, le

22 JAN. 2013

Service de l'eau et des milieux aquatiques

Chef de Service

**Affaire suivie par :**

Jean DALLEST

Téléphone 04 94 46 80 32

Fax 04 94 46 82 09

Courriel : jean.dallest@var.gouv.fr

Par courrier du 13 décembre dernier, vous appelez mon attention sur les problèmes de ressource en eau dans le bassin versant de l'Argens et demandez que soit mise en place une zone de répartition des eaux (ZRE) dans la basse vallée de ce fleuve.

Le bassin versant de l'Argens est identifié dans le SDAGE en tant que territoire sur lequel des actions de résorption du déséquilibre quantitatif relatives aux prélèvements sont nécessaires pour l'atteinte du bon état. C'est dans ce cadre qu'a été entreprise en 2012 l'étude des volumes prélevables (EVP) du bassin, qui fait suite à l'étude du fonctionnement du bassin versant à l'étiage réalisée en 2009 par l'État.

L'EVP, qui doit être finalisée à la fin du premier semestre 2013, permettra de préciser les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre quantitatif. La mise en place d'une ZRE sur tout ou partie du bassin versant de l'Argens pourra être une des mesures à caractère réglementaire appropriée au bassin.

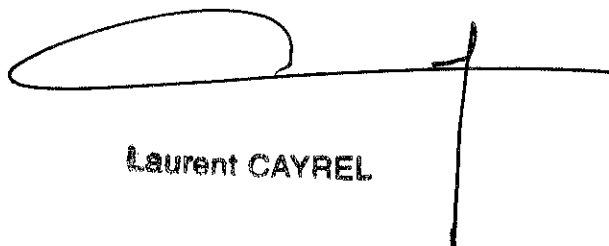
Il convient toutefois de souligner que la mise en place d'une ZRE a pour principal effet de soumettre à procédure au titre de la réglementation sur l'eau (déclaration ou demande d'autorisation) tout prélèvement non domestique nouveau et de ne l'autoriser que si l'équilibre quantitatif est restauré. Or, le bassin de l'Argens se caractérise par un grand nombre de prélèvements bénéficiant généralement de droits anciens. L'enjeu principal du bassin porte, non pas sur les prélèvements nouveaux, mais sur le réexamen des prélèvements existant, en considération de leur impact sur le milieu et de leur usage réel. L'accord cadre signé préalablement à l'engagement de la liaison Verdon – Saint-Cassien est une première étape dans ce sens, puisqu'il prévoit une réduction des prélèvements sur les ressources locales pour les principaux usages eau potable.

**Monsieur Pierre APLINCOURT**  
**Président de l'URVN – FNE PACA**  
**36 cours Liautaud**  
**13001 MARSEILLE**

L'EVP permettra de disposer de données sur lesquelles asseoir une politique concertée de réduction de tous les prélèvements, quel que soit leur usage. Le classement en ZRE sera probablement une mesure pertinente pour réglementer les nouveaux prélèvements, mais elle ne suffira pas à elle seule à restaurer l'équilibre quantitatif du bassin.

Je veillerai à ce que les prélèvements dans le bassin de l'Argens soient gérés de manière à préserver ou restaurer le bon état des milieux, et dans un cadre consensuel. Pour cela, seront mis en place un organisme unique de gestion collective (OUGC) pour les prélèvements agricoles et éventuellement un SAGE si une volonté politique se manifeste dans ce sens.

Le Préfet,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop on the left and a vertical line on the right that crosses the horizontal line of the signature.

Laurent CAYREL